



## PREFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,  
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

### ARRETE

**n° 2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/038 du 28 janvier 2013**  
**mettant en demeure la société CARLAP de respecter les prescriptions applicables**  
**pour l'exploitation de son établissement sis 68 Rue Guillaume Bigourdan à WISSOUS**

**LE PREFET DE L'ESSONNE,**  
**Officier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1, L.514-1, R.512-1 et R.512-54,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-PREF-MC-035 du 19 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992 autorisant la société FIMACO à exploiter dans son établissement situé 68 rue Guillaume Bigourdan à Wissous les activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- installations de réfrigération utilisant de l'ammoniac (puissance absorbée = 420 kW) - n°361-A-1° (A)
- installations de réfrigération utilisant des fréons (R 502 et R 12) (puissance absorbée = 581,3 kW) - n°361-B-1° (A)
- dépôt d'ammoniac liquéfié en réservoirs (quantité totale stockée = 3 500 kg) – n°50-2° (A)
- entrepôts couverts pour le stockage de produits surgelés et de produits secs (volume total = 25 000 m³) - n°183 ter 2° (D)
- atelier de charge d'accumulateurs (puissance utilisable = 16,2 kW) - n°3-1° (D),

VU le récépissé de déclaration de succession en date du 29 février 2000 délivré à la société CARLAP pour la reprise de l'exploitation des activités susvisées de la société FIMACO, actualisées comme suit :

- installation de réfrigération (puissance = 420 kW) – n°2920-1-a (A)
- emploi d'ammoniac (quantité totale = 3 500 kg) – n°1136-B-b (A)
- installation de réfrigération (puissance = 114 kW) – n°2920-2-b (D)
- entrepôt couvert (volume = 25 000 m³, quantité = 2 500 t) – n°1510-2 (D)
- atelier de charge d'accumulateurs (puissance = 16,2 kW) – n°2925 (D),

VU l'arrêté préfectoral n° 2001/PREF/DCL/0037 du 9 février 2001 portant imposition à la société CARLAP à WISSOUS de prescriptions techniques complémentaires visant à prévenir le risque de légionellose lié à la présence de tours aéroréfrigérantes,

VU le récépissé de déclaration délivré le 16 mars 2006 à la société CARLAP, située à WISSOUS - 11-13, Boulevard de l'Europe faisant part de l'exploitation à la même adresse, de l'activité suivante :

- installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type circuit primaire fermé (puissance thermique totale évacuée = 1021 kW) - n° 2921-2 (déclaration avec bénéfice de l'antériorité),

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-PREF.DCI 3/BE 0020 du 25 janvier 2007 imposant à la société CARLAP HLDF des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations à WISSOUS,

VU le courrier du 19 décembre 2011 référencé D2011-2543 de l'unité territoriale de la DRIEE actant, suite à la modification de la nomenclature des installations classées, la mise à jour de la situation administrative de l'établissement de la société CARLAP sis 68 Rue Guillaume Bigourdan à WISSOUS, comme suit :

- installation de réfrigération, emploi de l'ammoniac comme fluide frigorigène (quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation = 3 500 kg) – n°1136-B-b (A)
- entrepôt frigorifique (volume de l'entrepôt = 25 000 m³, quantité maximale de matière combustible stockée = 2 500 t) – n°1511-3 (DC avec bénéfice de l'antériorité),

VU l'arrêté préfectoral n°2012-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/036 du 20 janvier 2012 mettant en demeure la société CARLAP située à WISSOUS de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°92.0777 du 9 mars 1992 et des arrêtés ministériels du 16 juillet 1997 et du 2 février 1998 susvisés, notifié à l'exploitant le 25 janvier 2012,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 janvier 2013, établi à la suite d'un contrôle inopiné des installations effectué le 15 janvier 2013,

CONSIDERANT que selon les termes de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2012 susvisé, la société CARLAP a été mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification :

- les horaires de fonctionnement de l'établissement, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 920777 du 9 mars 1992,
- les niveaux acoustiques limites admissibles en limite de propriété fixés pour la période nocturne, conformément aux dispositions de l'alinéa 4°) de l'annexe VI de l'arrêté préfectoral susvisé,
- les conditions de collecte et de stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement, conformément aux prescriptions fixées par l'annexe V de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992 et par l'article 45 section VI de l'arrêté ministériel du 2 février 1998,
- les conditions de déversement des effluents aqueux, conformément aux dispositions fixées par l'annexe III de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992,
- les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 visant à prévenir les actes de malveillance sur les installations de réfrigération,
- les conditions de clôture de l'établissement, conformément aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992,

CONSIDERANT que le contrôle inopiné du 15 janvier 2013 avait pour objet de vérifier le respect des termes de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2012 susvisé et de procéder à des constats supplémentaires,

CONSIDERANT que lors de ce contrôle, les inspecteurs ont constaté la présence de nombreux déchets divers, pas tous liés à l'activité du site, sur le côté sud-ouest de l'entrepôt, ainsi que la présence de déchets et l'entreposage de pneus sur le côté nord-est,

CONSIDÉRANT que les conditions de collecte, de stockage temporaire et d'élimination des déchets mises en œuvre par l'exploitant ne respectent pas les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'annexe V de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 1992,

CONSIDÉRANT que les courriers de réponse de l'exploitant en date des 5 décembre 2011, 15 février 2012 et 10 avril 2012, ainsi que les constats relevés lors de l'inspection du 15 janvier 2013 ne permettent pas de lever les non-conformités notables relevés lors de la précédente inspection du 22 novembre 2011 ; que de ce fait, l'exploitant n'a pas répondu aux points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2012-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/036 du 20 janvier 2012,

CONSIDERANT que la société CARLAP, titulaire de l'autorisation, loue ses installations à différentes sociétés ; que ces sociétés ont changé depuis la dernière inspection (la société EBREX a quitté le site) ; qu'outre trois loueurs identifiables sur le site (ORCA MAREE, TERRA MARINE et PREST DISTRIBUTION), les inspecteurs ont constaté qu'un entrepôt situé sur la façade nord-est est également loué à une société non identifiée qui entrepose des conteneurs sur le parking de l'établissement,

CONSIDERANT que ces conditions d'exploitation sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.514-1 du même code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La société CARLAP dont le siège social est situé 11/13 Boulevard de l'Europe – BP 46 - 91320 WISSOUS, est mise en demeure de respecter pour son établissement sis 68 Rue Guillaume Bigourdan sur la commune de Wissous, dans les délais indiqués, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- procéder, sous 15 jours, à l'élimination de l'ensemble des déchets présents, de manière non conforme, sur l'installation
- apporter des réponses précises et motivées pour chacun des points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2012-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/036 du 20 janvier 2012 dans un délai n'excédant pas 1 mois
- fournir sous 1 mois un état des lieux précis des activités recensées sur le site, des entreprises qui exercent ces activités et des rubriques de la nomenclature des ICPE concernées par ces activités. Cet état des lieux devra être accompagnée d'un plan à jour des installations faisant apparaître les volumes de stockage.

**ARTICLE 2 :** En cas de non respect des injonctions susvisées dans les délais impartis, il sera fait obligation, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

#### **ARTICLE 4 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### **ARTICLE 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Les Inspecteurs des Installations Classées,  
L'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à la société CARLAP et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le maire de Wissous et Monsieur le sous-préfet de Palaiseau.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Alain ESPINASSE